
REPÈRE

1 Prêteurs à titre accessoire, délais de paiement, paiements différés et consommateurs

C'est dans un chapitre intitulé « prêteurs à titre accessoire » que l'ordonnance du 3 septembre 2025 (Ord. n° 2025-880, 3 sept. 2025, relative au crédit à la consommation : JO 4 sept. 2025, texte n°...

ALERTES

1 Retour sur l'« anomalie apparente » en matière d'investissements atypiques

Une lecture rapide des décisions récentes figurant sur le site Lexis360 permet de constater que, régulièrement, les juges sont amenés à s'interroger sur la présence d'une anomalie apparente dans des...

15 Nouvelle mise en garde « publique » de l'ACPR

Source : ACPR, communiqué, 20 janv. 2026 Le collège de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) est investi du pouvoir de prendre des mesures de police administrative à l'encontre des...

18 Droit et technique bancaire

% Absence de responsabilité pour virement frauduleux exécuté sur RIB falsifié : note ss TJ Thionville, 7 juill. 2025, n° 24/00221 ; Comm. com. électr. 2025, alerte 298. % Autorisation de paiement :...

20 Remise des prix du Master DOCC – université Paris Cité

Master DOCC, remise des prix, 6 novembre 2025. Le 6 novembre 2025, nous avons assisté à une cérémonie riche en émotions avec la remise des diplômes de la promotion 2025 du Master 2 Obligations Civiles...

DROIT BANCAIRE

2 Publication du programme de travail du JBRC et de recommandations pour l'intégration sémantique des définitions ESG Source : EBA, communiqué, 19 janv. 2026 Le programme de travail du Comité conjoint...

16 Proposition de loi visant à lutter contre la fraude financière et à renforcer la sécurité financière du 16 septembre 2025

Source : AN, Prop. de loi n° 1818, 16 sept. 2025, visant à lutter contre la fraude financière et à renforcer la sécurité financière Alors qu'au niveau européen, il est question de renforcer les...

19 Remise des prix du LLM Droit bancaire et financier – université Paris-Panthéon-Assas

LLM DBF, remise des prix, 21 novembre 2025. La traditionnelle remise des diplômes de la promotion 2024 – 2025 du LLM Droit bancaire et financier, dirigé par le professeur Thierry Bonneau, qui a...

CHRONIQUE

1 Chronique de droit des offres publiques 2025

2025 aura été une année mouvementée pour le droit des offres publiques. Au cœur de l'attention, l'on trouvera la saga « Bolloré / Vivendi », portée par un premier arrêt rendu par la cour d'appel de...

ÉTUDES

1 Quelques précisions jurisprudentielles récentes intéressant la location financière

La location financière est une technique de financement particulière, puisqu'elle regroupe en son sein plusieurs conventions. Bien que non-régie par un corps de règles particulier, cette opération...

2 La finance durable : un levier pour structurer un financement responsable du secteur de la défense

La montée des tensions géopolitiques relance la question du financement de la défense européenne. Longtemps exclu des critères ESG, ce secteur pourrait pourtant être intégré à la finance durable via...

COMMENTAIRES

DROIT BANCAIRE Autorités. – Statuts. – Établissements

1 Décision de la commission des sanctions de l'ACPR du 7 novembre 2025 : contexte, griefs et leçons à retenir Solution. – Par une décision du 7 novembre 2025, la commission des sanctions de l'ACPR a...

3 La personne protégée doit être protégée

Solution. – La Cour de cassation est d'avis que le juge des tutelles ne peut pas autoriser le tuteur ou le curateur à s'adjoindre le concours d'un tiers avec une mission qui aurait pour objet ou pour...

5 Les ESAs publient la première liste de prestataires tiers critiques de services TIC (CTPPs)

– Les 19 prestataires tiers critiques de services TIC désignés en novembre 2025 sont les suivants : Accenture plc ; Amazon web Services EMEA Sarl ; Bloomberg L.P. ; Capgemini SE ; Colt Technology...

8 Devoir de vigilance du banquier

Solution. – Le tribunal refuse de considérer comme anomalie apparente des opérations inhabituelles dès lors que le compte a été régulièrement provisionné. Impact. – Dès lors que les placements en...

9 Délimitation de la notion d'anomalies apparentes

Solution. – Le banquier, tenu à l'obligation de ne pas s'immiscer dans les affaires de son client, ne doit l'alerter qu'en présence d'anomalies apparentes aisément décelables par un professionnel...

2 Analyse du décret n° 2025-974 du 2 octobre 2025 portant adaptation des exigences de fonds propres et d'engagements éligibles et du cadre de résolution

– Le décret n° 2025-974 du 2 octobre 2025 a pour principal objectif de transposer en droit français des dispositions européennes en matière tant de réglementation MREL que de résolution. – Il est...

4 Réduction et encadrement des frais bancaires sur succession

– Les frais bancaires sur succession sont désormais interdits ou encadrés dans certaines circonstances : succession manifestement non complexe et selon les modalités de la justification de la qualité...

6 DORA : signature d'un MoU entre les ESAs et les autorités britanniques relatif à la supervision des prestataires tiers critiques de services TIC

– Le MoU entre les autorités européennes et britanniques veut établir un cadre aux transferts d'informations et aux contrôles concernant les « prestataires tiers critiques de services TIC » ou les «...

Moyens de paiement

7 Manquement de la banque à son devoir de vigilance Solution. – Le tribunal sanctionne une banque sur le fondement du manquement au devoir de vigilance au regard des anomalies apparentes liées à la...

10 Absence de consentement à l'exécution d'un paiement par carte bancaire ordonné par le bénéficiaire

Solution. – Il résulte des articles L. 133-6 et L. 133-7 du Code monétaire et financier qu'une opération de paiement ordonnée par l'intermédiaire du bénéficiaire est autorisée si le payeur a donné son...

11 Fraude au président : confirmation du régime applicable et précisions sur le devoir de vigilance

Solutions. – Il résulte de la combinaison des articles L. 133-6, L. 133-7, L. 133-18, L. 133-19, L. 133-21 et L. 133-22 du Code monétaire et financier que le régime de responsabilité du prestataire de...

13 Période de préfinancement : caractère abusif d'une clause d'amortissement différé

Solution. – Peut être jugée abusive la clause d'amortissement différé qui ne permet pas au consommateur d'évaluer les conséquences économiques concrètes qui en découlent pour lui. Impact. – Est ainsi...

15 Appréciation du lien de causalité en matière de crédit affecté

Solution. – En présence d'une faute du prêteur et lorsque le vendeur est en liquidation judiciaire, l'impossibilité pour l'acquéreur d'obtenir la restitution du prix est, selon le principe...

17 Clause de déchéance du terme : licite mais possiblement abusive

Solution. – Une clause de déchéance du terme n'est pas illicite mais elle peut être abusive et réputée non écrite notamment si la faculté laissée au professionnel de déclarer exigible la totalité du...

19 Polynésie française : régime de forclusion

Cass. 1re civ., 8 oct. 2025, n° 23-19.458 : JurisData n° 2025-017101 Observations : La Cour de cassation a jugé récemment qu'en application des articles 27 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 et...

20 Crédit immobilier : restitution consécutive à la caducité du prêt

Cass. 3e civ., 10 juill. 2025, n° 23-14.495 : JurisData n° 2025-011545 Observations : L'obligation de restitution du capital au prêteur, en raison de l'anéantissement d'un contrat de crédit affecté,...

Crédit aux particuliers

12 Période de préfinancement : intégration dans le TEG et déséquilibre significatif Solution. – Les intérêts et frais dus au titre de la période de préfinancement sont liés à l'octroi du prêt et...

14 Faute du prêteur et nullité du contrat

Solution. – La méconnaissance des dispositions d'ordre public visées par l'article L. 312-25 du Code de la consommation, sanctionnée par la nullité du contrat de crédit ne peut être couverte par le...

16 Prêt en devises : réputé non-écrit et restitution

Solution. – Dans un contrat de crédit en devises, l'abus peut résulter du simple fait que la banque ne pouvait raisonnablement s'attendre, en respectant l'exigence de transparence à l'égard des...

18 Crédit à la consommation : police 8

CA Lyon, 3 juill. 2025, n° 23/05688 : JurisData n° 2025-024086 CA Paris, 3 juill. 2025, n° 24/00709 : JurisData n° 2025-010934 Observations : La taille des caractères de la police utilisée pour les...

21 Crédit affecté : opération commerciale unique et conséquence de l'absence de conclusion du contrat de crédit

Cass. 1re civ., 8 oct. 2025, n° 24-12.275, F-D : JurisData n° 2025-017401 Observations : Le contrat de crédit affecté, dit aussi « crédit lié », est « le crédit servant exclusivement à financer un...

Garanties des crédits. – Sûretés personnelles et réelles

22 Cautionnement et principe de proportionnalité Solution. – Pour apprécier la disproportion il faut tenir compte des cautionnements déjà souscrits par la caution. Pour évaluer leur montant il faut...

23 Proportionnalité en matière de cautionnement

Solution. – Dès lors qu'une fiche d'information est requise, la caution ne peut se prévaloir de son oubli de mentionner des cautionnements antérieurs. Le créancier ne peut prétendre ignorer un...

25 Recours personnel du cofidélisateur

Solution. – Le cofidélisateur poursuivi peut se prévaloir de toutes les exceptions de nature à priver le cautionnement de tout effet. Impact. – Le cofidélisateur peut invoquer la nullité du...

Recouvrement des créances. – Surendettement. – Procédures d'insolvabilité

27 Saisie immobilière et péremption Solution. – En cas d'appel à jour fixe d'un jugement d'orientation, l'absence de remise des pièces prévues est sanctionnée par une éventuelle mise à l'écart des...

29 Saisie immobilière et clause de déchéance du terme

Solution. – Il appartient au juge saisi d'une demande de saisie immobilière de vérifier la régularité de la clause de déchéance du terme. Impact. – Par cette décision, la Cour de cassation impose une...

30 Saisie immobilière et assignation à comparaître

Solution. – La signification de l'assignation à comparaître devant le juge de l'exécution n'a pas à comporter une copie du commandement de payer valant saisie. Impact. – La Cour de cassation refuse...

32 Déclaration de créance et principe d'unité du patrimoine

Solution. – La banque doit déclarer sa créance de cautionnement à la procédure collective de l'entrepreneur individuel en vertu du principe de l'unité du patrimoine applicable en l'espèce, bien qu'il...

Droit bancaire européen

35 Exercice et conséquences du droit de rétractation en matière de crédits consentis aux consommateurs : la Cour de justice s'assure de l'effectivité de ce droit Solution. – Lorsque le contrat de...

24 Cautionnement consenti par une société

Solution. – En l'absence d'autorisation donnée préalablement par le conseil d'administration de la SA, au cautionnement, ce dernier est inopposable à la société. Une ratification postérieure est sans...

26 La réserve de propriété : une garantie exclusive du prix de cession d'un bien

Solution. – Le droit de propriété du vendeur avec réserve de propriété subsiste alors même que la créance de prix est prescrite. La réserve de propriété n'est donc pas une sûreté accessoire. Impact. –...

28 Saisie immobilière et biens communs

Solution. – Le commandement de payer valant saisie immobilière doit, à peine d'irrecevabilité de la procédure, être délivré à chacun des deux époux. Impact. – La Cour de cassation fait une application...

31 Saisie immobilière et créance complémentaire

Solution. – Aucune disposition n'interdit au créancier poursuivant, qui a délivré un commandement de payer valant saisie immobilière pour le recouvrement d'une créance, de déclarer une autre créance...

33 Prescription des créances et clôture de la procédure collective

Solution. – L'effet interruptif de prescription attaché à la déclaration de créance prend fin au jugement prononçant la clôture de la procédure collective, peu important la date de publication de ce...

34 Dessaisissement du débiteur et compte bancaire

Solution. – La banque doit restituer au liquidateur les paiements opérés par le débiteur entre le prononcé de la liquidation judiciaire jusqu'à la clôture du compte, en raison de leur inopposabilité à...

36 Surveillance prudentielle des établissements de crédit : la Cour de justice valide les décisions de la BCE

Solution. – La Cour de justice confirme en tous points les décisions du Tribunal de l'Union européenne qui avait rejeté les recours en annulation engagés par trois banques françaises à l'encontre de...

37 Simplification du cadre bancaire européen

– Le 11 décembre 2025, le conseil des gouverneurs de la BCE a publié une série de recommandations afin de simplifier les règles applicables aux banques de l'Union européenne. – Les principales mesures...

39 Première sanction de la BCE pour mauvaise gestion du risque environnemental : légitime mais illégale ?

Solution. – Le 29 octobre 2025, la BCE a infligé sa première sanction financière – une astreinte – pour mauvaise gestion, par une banque, du risque environnemental. Impact. – Si l'on ne peut nier la...

Gestion de portefeuille

41 Démarchage illicite portant sur des titres de la SICAV Luxalpha : preuve du mandat et réparation intégrale de la perte de chance Solution. – Par un arrêt du 19 novembre 2025, la chambre commerciale...

Finance alternative et durable

43 La nouvelle version de la directive « CSRD » définitivement adoptée par le Parlement européen ! – Annoncée par l'adoption, en février 2025, du premier paquet « Omnibus » proposé par la Commission...

38 Priorités prudentielles et risques géopolitiques

– L'année 2025 a confirmé la première place au sein des priorités prudentielles du MSU des risques géopolitiques. – Si ces phénomènes ne constituent pas en eux-mêmes des risques prudentiels autonomes,...

DROIT FINANCIER Infractions – Sanctions

40 La chambre commerciale donne sa définition du contrôle de fait dans l'affaire Vivendi Solution. – Par deux arrêts du 28 novembre 2025, la chambre commerciale de la Cour de cassation censure...

42 Titres obligataires assimilés à des parts de FIA pour leur commercialisation en France

Solution. – Le Conseil d'État annule une décision de la commission des sanctions de l'AMF qui avait écarté le grief qu'un conseiller en investissements financiers a manqué à son obligation d'agir avec...

44 Points clés de la directive CS3D adoptée par le Parlement européen

– L'adoption de l'Omnibus I révisé très profondément la directive sur le devoir de vigilance des sociétés (directive CS3D). – Si la révision n'a pas été jusqu'à abroger le texte, ce que réclamaient...

DOSSIER

1 La monnaie tokenisée

Le développement de la technologie blockchain amène plusieurs réflexions. D'une part, avec la blockchain, on était peut-être en présence d'une étoile filante. Il semble acquis que l'on soit en...

3 L'articulation entre le règlement MiCA et les directives sur la monnaie électronique (DME2) et les services de paiement (DSP2) au sujet des jetons de monnaie électronique

Si le règlement MiCA précise la manière dont il s'articule avec la directive sur la monnaie électronique (DME2), il ne traite en revanche pas dans le détail des modalités de sa propre articulation...

5 Passif d'un fonds d'investissement tokenisé : quels impacts sur les obligations professionnelles des acteurs ?

La tokenisation des fonds d'investissement ne modifie pas leur cadre juridique, mais oblige les acteurs à repenser leurs obligations à travers un prisme technologique. Facteur de complexité...

2 La monnaie centrale tokenisée

La montée en puissance de la tokenisation des actifs financiers pose la question de leur règlement en monnaie de banque centrale. Or, les systèmes de règlement existants (TARGET2) ne sont pas...

4 Les dépôts tokenisés

La tokenisation des dépôts est encore peu fréquente. Elle a attiré l'attention de l'Autorité bancaire européenne mais de nombreuses questions restent en suspens. La notion de dépôts tokenisés demeure...

1 Analyse fiscale : des obligations déclaratives des prestataires de services sur crypto-actifs

« À l'ère de la mondialisation, il est plus que jamais nécessaire pour les États membres de se prêter mutuellement assistance dans le domaine fiscal ». Tel est le premier considérant de la directive...